

18 juillet 2019

Fin du lockout à l'aluminerie ABI de Bécancour au Québec
Les travailleurs d'ABI rentrent
au travail la tête haute



Les travailleurs de l'aluminerie ABI de Bécancour en assemblée générale
le 2 juillet 2019 (Syndicat des Métallos)

- **La résistance des travailleurs, un atout précieux du mouvement de la classe ouvrière pour ses droits et sa dignité**
- **Les activités antiouvrières honteuses du gouvernement du Québec**
- **Ratification de la nouvelle convention collective**

Opposition grandissante à l'offensive antisociale en Alberta

- **Les travailleurs opposent un Non! catégorique à la loi 9 et au diktat du gouvernement Kenney - Peggy Askin**

L'industrie forestière en Colombie-Britannique

- **Les travailleurs en grève à la défense de leurs droits**
 - **À nos lecteurs**
-

Fin du lockout à l'aluminerie ABI de Bécancour au Québec

Les travailleurs d'ABI rentrent au travail la tête haute



Les travailleurs d'ABI à Bécancour, au Québec, retournent au travail après avoir ratifié une nouvelle convention collective. Pendant ce lockout injuste de 18 mois, les travailleurs de l'aluminerie, par leur résistance déterminée à la défense de leurs droits, ont fait une contribution importante à la dignité de tous les travailleurs du Québec et du Canada. Leurs actions collectives ont révélé que ceux qui contrôlent le cartel Alcoa/Rio Tinto sont des chevaliers d'industrie de l'époque moderne qui s'approprient des quantités toujours plus grandes de la richesse sociale que les travailleurs produisent à l'aluminerie et pillent l'électricité du Québec.

La lutte courageuse des travailleurs d'ABI a mis en lumière le rôle indigne que joue le gouvernement du Québec en tant qu'allié et représentant des oligarques mondiaux, au détriment des intérêts collectifs du peuple québécois et de ses ressources naturelles. Le gouvernement du Québec a constamment déformé et attaqué la juste lutte des travailleurs d'ABI et permis au cartel mondial de ne pas respecter son contrat d'hydroélectricité avec Hydro-Québec. Ces actions honteuses ont encouragé le cartel Alcoa à refuser de négocier avec les travailleurs et à prolonger le conflit. Les travailleurs sont déterminés à forcer le gouvernement du Québec à rendre des comptes de ses actions antiouvrières commises au nom de l'oligarchie financière internationale.

Forum ouvrier salue la lutte courageuse des travailleurs d'ABI, de leur syndicat et de sa direction, à la défense de la dignité du travail et des intérêts collectifs de la communauté et de la société. Ils ont pris en main une tâche des plus difficiles dans cette lutte contre le cartel mondial Alcoa/Rio Tinto et les gouvernements serviles qui sont à sa disposition. Les travailleurs ont fait face au refus du cartel de négocier et à son diktat de concessions au service de ses intérêts étroits de profits plus grands et au détriment des travailleurs. Ils ont défendu la nécessité d'un équilibre dans les relations de production, qui doit reposer sur les droits des travailleurs, notamment leur droit de négocier collectivement des conditions d'emploi qu'ils jugent acceptables, et non de se les faire imposer par diktat.

Dans la conjoncture historique actuelle, le régime des relations de travail du passé n'existe plus. La

convention collective des travailleurs d'ABI n'est pas le résultat de négociations à la table de négociations mais de la résistance unie déterminée des travailleurs contre l'impunité de ceux qui contrôlent leur endroit de travail. Les travailleurs ont reconnu que dans les conditions actuelles, les monopoles ne vont pas négocier de bonne foi. Ceux qui sont au contrôle croient qu'ils peuvent tout simplement dicter des concessions et briser les syndicats, les conventions collectives et les régimes de retraite comme bon leur semble en déclarant que les travailleurs sont un coût de production et doivent accepter tout ce que les employeurs déclarent nécessaire s'ils veulent garder leurs emplois. Les travailleurs d'ABI ont donné l'exemple aux autres contingents de travailleurs du pays qui bâtissent une résistance sérieuse à ce nouveau régime que les employeurs cherchent à imposer.

Ces employeurs ont l'État dans leurs poches, non seulement les gouvernements et leurs ministres du travail mais les commissions de relations du travail et les tribunaux, dont on a longtemps dit qu'ils étaient neutres et non partisans dans les disputes qui opposent la classe ouvrière et ceux en contrôle des endroits de travail et de la richesse sociale. La résistance des travailleurs d'ABI ne s'est donc pas exercée seulement contre le diktat inacceptable des employeurs mais contre le rôle de l'État lui-même. Cela fait de leur lutte une lutte d'abord politique, de même qu'économique. Cela démontre que la lutte pour investir le peuple du pouvoir est au centre des luttes pour la justice aujourd'hui, que les travailleurs le reconnaissent et relèvent le défi en se mettant à la tête de cette lutte.

À cet égard, les travailleurs de l'aluminerie ABI ont mené leur résistance courageuse en ayant recours à des méthodes non traditionnelles d'appui provenant de l'ensemble du mouvement syndical au Québec et d'autres endroits au Canada et même internationalement. Cette résistance a été menée devant le tribunal de l'opinion publique et les travailleurs s'y sont unis complètement à la défense de leur juste cause. Ils ont montré au monde entier que l'accord hydroélectrique du gouvernement du Québec avec Rio Tinto/Alcoa et la violation de ce contrat pendant le lockout, à partir d'une définition inadmissible de « force majeure », sont entièrement au service d'objectifs intéressés et frauduleux et que les objectifs de la compagnie au Québec, comme en Australie, sont simplement aberrants.

Les méthodes de la section locale des travailleurs d'ABI dans sa lutte contre la compagnie ont permis d'atteindre des résultats que les travailleurs recherchaient. L'ultime version finale de la compagnie d'une autre « version finale » qu'elle a refusé de négocier comprend le retrait de plusieurs demandes inacceptables de concessions de la part de la compagnie et la majorité des travailleurs l'ont jugée acceptable.

La lutte à ABI montre qu'aucune force ne peut agir de l'ancienne manière parce que les conditions du passé n'existent plus. Aujourd'hui, les monopoles et les cartels mondiaux font tout pour priver les travailleurs de ce qui leur appartient de droit. Ils ont les gouvernements dans leurs poches et il en est de même des agences de l'État et des tribunaux. Les travailleurs ne sont pas impressionnés par le



déploiement de toute cette force contre eux. Les tactiques que les travailleurs utilisent aujourd'hui visent à priver les monopoles de leur capacité d'agir comme bon leur semble. Partout au pays et même dans le monde, les travailleurs se dressent dans la lutte d'une façon nouvelle pour défendre ce qui leur revient de droit et défendent ainsi les droits de tous et ouvrent la voie au progrès de la société.



Les travailleurs d'ABI sont aux premières lignes de la lutte. Ils ont de quoi être fiers et ont rendu fières leurs familles, la nation du Québec et toute la classe ouvrière canadienne. Bravo à ces travailleurs et à leur direction syndicale qui n'a pas flanché mais les a dirigés sans relâche à travers toutes les épreuves.

Nous souhaitons tout le succès possible aux travailleurs d'ABI alors qu'ils reprennent le travail, unis derrière leur syndicat dans les conditions auxquelles ils font face alors que la compagnie continuera d'essayer d'imposer son diktat en utilisant les institutions de l'État pour atteindre ses objectifs intéressés.

La lutte des travailleurs d'ABI contre ce lockout injuste visant à imposer une convention de reculs a été une précieuse contribution à la défense des droits et de la dignité des travailleurs du Québec, du Canada et du monde. *Forum ouvrier* salue les travailleurs d'ABI pour la lutte audacieuse qu'ils ont menée non seulement pour eux-mêmes mais pour tous les travailleurs et leurs communautés.

(Photos : FO, Syndicat des Métallos)



La résistance des travailleurs, un atout précieux du mouvement de la classe ouvrière pour ses droits et sa dignité



Un des nombreux rassemblements de solidarité sur les lignes de piquetage d'ABI, le 23 mars 2018

Pendant les 18 mois du lockout, les travailleurs d'ABI et leur syndicat ont mobilisé sans relâche l'appui organisé des travailleurs du Québec, du Canada et de plusieurs pays. Ils ont fait un grand effort pour contrer le pouvoir du cartel mondial Alcoa/Rio Tinto et ses représentants politiques au sein du gouvernement. Les cartels mondiaux ont accès à une richesse sociale immense et à des installations de production partout dans le monde qu'ils brandissent comme une arme contre la classe ouvrière internationale pour attaquer ses droits et sa dignité et lui extorquer des concessions à ses conditions de travail et à son niveau de vie.

Développant la tradition établie par la lutte des travailleurs d'Alma lors du lockout de Rio Tinto en 2012, les travailleurs d'ABI et leur syndicat ont mobilisé l'appui, y compris financier, d'environ 500 sections locales de syndicats au Québec, au Canada, et dans des pays comme les États-Unis, l'Australie et le Guatemala. Dans plusieurs cas, cela s'est fait par la tenue de nombreuses assemblées générales de travailleurs où ceux-ci ont été informés du conflit chez ABI et ont voté un appui financier aux travailleurs, souvent récurrent jusqu'à la fin du lockout.



Les travailleurs de Rio Tinto à Alma à la marche du 25 mai 2019 en appui aux travailleurs d'ABI

Le syndicat a formé des représentants qui sont allés parler aux travailleurs dans plusieurs pays, dont l'Australie et la Belgique, pour leur expliquer le conflit et mobiliser leur appui. Les travailleurs et les syndicats de partout au Québec, et de plusieurs endroits au Canada, aux États-Unis et d'autres pays, se sont eux-mêmes rendus sur les lignes de piquetage des travailleurs d'ABI pour venir exprimer leur appui. Cela a beaucoup encouragé les travailleurs d'ABI à tenir bon durant le lockout en dépit des difficultés. Les nombreuses activités qui se sont tenues pendant le lockout et les relations développées avec les autres travailleurs constituent un atout précieux pour le mouvement ouvrier, qui peut être développé et rendu encore plus efficace dans la lutte à la défense des droits des travailleurs.

L'amour social et la solidarité à l'échelle mondiale de la classe ouvrière se sont exprimés avec force lors de la puissante marche familiale de plus de 5 000 personnes, qui ont démontré leur grand esprit de résistance et leur dignité dans les rues du centre-ville de Trois-Rivières le 25 mai dernier. La lutte des travailleurs d'ABI et leur solidarité communautaire et mondiale pendant tout le lockout démontrent l'énorme potentiel qui existe au sein de la classe ouvrière pour se défendre.

La résistance des travailleurs d'ABI et l'appui de leurs alliés partout dans le monde ont révélé aux yeux de tous le caractère servile des gouvernements néolibéraux, comme le gouvernement du Québec, face aux intérêts privés mondiaux, en opposition aux travailleurs et à leurs communautés. Le lockout montre qu'il est nécessaire de rendre ces gouvernements redevables et de les confronter par la politique pratique de la classe ouvrière selon de nouvelles façons qui doivent être explorées et développées.



Le panneau devant la ligne de piquetage sur lequel sont remerciés tous ceux qui ont appuyé les travailleurs d'ABI. La photo montre une délégation de travailleurs de la section locale 1980 du syndicat Unifor de Markham, en Ontario, en visite sur la ligne de piquetage, le 17 juin 2019.

(Photos : FO, Syndicat des Métallos)



Les activités antiouvrières honteuses du gouvernement du Québec



Le gouvernement du Québec s'est couvert de honte durant le lockout de 18 mois des travailleurs de l'aluminerie ABI en prenant ouvertement position en faveur du cartel Alcoa/Rio Tinto. Le gouvernement a considéré plus important de servir le cartel mondial que de défendre les travailleurs québécois, leurs communautés et la société. Le gouvernement aurait pu intervenir à tout moment pour établir un équilibre dans les relations entre les travailleurs syndiqués et le cartel mondial, un équilibre qui respecte les droits des travailleurs et le bien-être et les droits de tous au Québec. Au lieu de cela, le gouvernement a permis au cartel mondial de déployer toute la puissance de sa richesse sociale et de sa capacité de production et de distribution internationale pour attaquer les travailleurs avec son refus de négocier, ses offres finales arrogantes et ses menaces de fermeture de l'aluminerie.

Le gouvernement du Québec a menti sur les enjeux du conflit, faisant de la question des salaires un point en litige, ce qui n'était pas le cas, tout en dissimulant les demandes de concessions antiouvrières du cartel qui allaient abaisser le niveau de vie et les conditions de travail au Québec. Le gouvernement a utilisé son pouvoir de contrôle sur les médias pour dénoncer publiquement la résistance des travailleurs comme étant déraisonnable et pour faire pression sur eux afin qu'ils acceptent les demandes de concessions d'Alcoa.

Le gouvernement du Québec a autorisé le vol de 400 millions de dollars dus à Hydro-Québec par Alcoa. Il a déclaré que le lockout est un cas de *force majeure* (un *Act of God* en anglais) quelque chose d'« imprévisible, irrésistible et échappant au contrôle d'une Partie », qui est Alcoa dans le cas de ce lockout injuste. Bien au contraire, le lockout a été un geste planifié et consciemment exécuté pour forcer les travailleurs à accepter des concessions. Le fait que le gouvernement ait accepté que le lockout soit considéré comme un cas de *force majeure*, comme quelque chose de non planifié et contrôlé par le cartel, a libéré la compagnie de son obligation de payer pour le bloc d'hydroélectricité à taux préférentiel qui lui est réservé.

Tout le monde savait que le lockout n'était ni « imprévisible, ni irrésistible » ni hors du contrôle d'Alcoa. C'était un geste planifié et consciemment exécuté par le cartel mondial pour attaquer la classe ouvrière québécoise. Les actions et dans ce cas l'inaction du gouvernement du Québec ont directement contribué au déclenchement et à la poursuite du lockout pendant 18 mois. Ce soi-disant gouvernement nationaliste a contribué à imposer à ses propres travailleurs un lockout injuste décrété par un cartel étranger et a obligé les Québécois à payer pour le lockout par une perte de revenus énorme pour Hydro-Québec.

C'est la résistance des travailleurs d'ABI et l'appui de leurs alliés qui ont mis sur la place publique pour discussion l'activité honteuse du gouvernement du Québec afin de le rendre redevable et de contre-attaquer sa politique antisociale anti-travailleur. Les actions du gouvernement du Québec révèlent le véritable caractère de son appel à rendre le Québec « ouvert aux affaires », comme étant au service des riches oligarques mondiaux dans leur volonté de transférer encore plus de richesse sociale hors du Québec dans un climat de déséquilibre injuste.



(Photos : FO, Syndicat des Métallos)



Ratification de la nouvelle convention collective

Le 2 juillet, lors d'une assemblée générale à laquelle ont participé environ 800 travailleurs sur un peu plus de 900 qui sont toujours employés par l'aluminerie ABI à Bécancour, les travailleurs ont voté à une majorité de 79,8 % pour ratifier la dernière offre contractuelle du cartel Alcoa/Rio Tinto. Cela a

mis fin officiellement au lockout et au chantage injustes de 18 mois du cartel. Jusqu'à la fin, le cartel et son complice, le gouvernement du Québec, ont refusé de négocier avec les travailleurs et ont préféré présenter une nouvelle « offre finale ». Cette offre finale était accompagnée de la menace largement médiatisée selon laquelle si les travailleurs refusaient le contrat, l'aluminerie serait immédiatement fermée sans réouverture prévue.

Quatre-vingt-cinq pour cent des travailleurs seront rappelés au travail d'ici le 1er janvier 2020 et tous les travailleurs auront été rappelés au 1er avril 2020.

Les travailleurs ont réussi à faire reculer les propriétaires d'ABI dans bon nombre de leurs demandes de concessions antiouvrières présentes dans leurs offres finales précédentes. Par exemple, le protocole de retour au travail est supérieur à ce qu'il était dans l'offre précédente du 4 mars que les travailleurs ont rejetée. Le protocole ratifié prévoit une période fixe de retour au travail de six à huit mois plutôt que le protocole rejeté de retour au travail sans date fixe, qui pouvait être prolongé à volonté et même suspendu si la compagnie le jugeait bon. Après cinq mois, tous les travailleurs qui n'ont pas encore été rappelés recevront de la compagnie un montant net de 635 dollars par semaine, non remboursable, jusqu'à ce qu'ils soient rappelés au travail.

La compagnie a retiré sa demande de concession sur le droit d'ancienneté dans les mouvements de main-d'oeuvre. L'employeur ne pourra pas offrir des postes à des personnes extérieures à l'usine sans les offrir au préalable aux travailleurs syndiqués.

Le nombre de postes qui peuvent être offerts en sous-traitance est réduit par rapport à ce qui était le cas dans l'offre du 4 mars.

Le syndicat a été capable de réduire l'abolition de postes qui sera faite pendant la période couverte par la nouvelle convention collective.

La compagnie a réduit sa demande de concessions pour les heures de libération syndicale payées.

La direction d'ABI s'engage à verser une cotisation additionnelle de 8 millions de dollars au nouveau régime de retraite. Le régime de retraite à prestations déterminées est remplacé par un régime de retraite à financement salarial, qui est maintenant en vigueur dans plusieurs autres alumineries au Québec. Celui-ci est géré par les travailleurs et est indexé, mais les travailleurs assument les risques du régime et peuvent se retrouver avec des prestations réduites. La demande initiale de la compagnie, en 2018, était d'imposer un régime de retraite à deux vitesses, en gardant le régime à prestations déterminées pour les travailleurs actuels et en plaçant les futurs engagés sur un régime à cotisations déterminées, qui est très inférieur.

La direction d'ABI retire son grief en dommages de 19 millions de dollars contre le syndicat pour soi-disant sabotage de la production pendant la période de négociations en 2017. Le grief était un geste mensonger ouvert contre les travailleurs et leur syndicat pour les intimider et justifier la demande d'une restructuration complète de l'aluminerie. La compagnie n'avait jamais soulevé cette question pendant la période au cours de laquelle elle prétend que les travailleurs ont fait du sabotage.

La nouvelle convention collective d'une durée de six ans prévoit des augmentations de salaire cumulatives qui atteignent 15,3 %.

La résistance acharnée des travailleurs et de leurs dirigeants syndicaux, avec l'appui d'autres travailleurs et de la communauté pendant ces dix-huit mois de lockout, a permis que certaines concessions soient retirées. Les travailleurs et leur communauté sont bien conscients des dommages que vont causer les concessions restantes qui abaissent les standards de travail à l'aluminerie et

exercer une pression vers le bas sur le niveau de vie dans la région. Les cartels mondiaux d'oligarques qui contrôlent l'économie socialisée et leurs représentants au gouvernement utilisent l'immense richesse sociale qu'ils contrôlent déjà et le pouvoir politique des gouvernements néolibéraux pour transférer de plus en plus de valeur sociale de la production, loin des travailleurs et de leurs communautés, dans les coffres des riches. Le transfert croissant de la richesse sociale produite par les travailleurs aux oligarques, aidés par leurs laquais politiques, est un problème que la classe ouvrière prend en main pour le résoudre.



Opposition grandissante à l'offensive antisociale en Alberta

Les travailleurs opposent un Non! catégorique à la loi 9 et au diktat du gouvernement Kenney

- Peggy Askin -



Ligne de piquetage organisée par la section locale 95 de l'AUPE, le 3 juillet 2019, devant l'hôpital de Foothills à Calgary

Les travailleurs continuent d'organiser des lignes de piquetage d'information contre la loi 9 antiouvrière, la *Loi sur le report de l'arbitrage salarial dans le secteur public*. Les travailleurs du secteur public demandent au gouvernement de respecter les clauses de leurs conventions collectives négociées légalement qui s'appliquent à 180 000 syndiqués. Les conventions prévoyaient un arbitrage de réouverture de salaire d'ici le 30 juin. En violation des ententes signées négociées de bonne foi avec les syndicats du secteur public, et sans le consentement des travailleurs concernés, le gouvernement a empêché de façon arbitraire que l'arbitrage ait lieu à la date indiquée.

Les travailleurs ont exprimé leur position militante à la défense de leurs droits par la présence massive de plus de 1 000 travailleurs lors d'un piquet d'information organisé par la section locale 95 du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE). À l'heure du dîner le 3 juillet à l'hôpital Foothills de Calgary, les travailleurs d'hôpitaux représentés par l'AUPE, le Syndicat des infirmières unies de l'Alberta et l'Association des sciences de la santé de l'Alberta se sont rassemblés à la ligne de piquetage. Des travailleurs actifs et des retraités d'autres secteurs se sont également joints à l'action avec enthousiasme. Ensemble, ils ont exprimé leur position par leurs slogans et leurs messages sur leurs pancartes : Oui aux négociations de bonne foi ! Non au diktat ! Défendons nos services publics ! En tant que force unie de la classe ouvrière, ils ont déclaré qu'une attaque contre le droit des travailleurs du secteur public d'avoir leur mot à dire sur leurs salaires et leurs conditions de travail est une attaque contre tous les travailleurs et les conditions sociales de tous les Albertains. Le diktat du gouvernement Kenney contre les travailleurs et les conditions sociales de tous n'est pas acceptable et les travailleurs lui refusent leur consentement.



Calgary, 3 juillet 2019

Les membres de la section locale 95 ont travaillé d'arrache-pied pour organiser la ligne de piquetage et mobiliser le soutien nécessaire pour garantir une participation réussie à l'action qui a été un grand succès. L'AUPE a organisé des autobus pour amener les travailleurs des hôpitaux de toute la ville à la ligne de piquetage. De nombreux travailleurs qui éprouvaient des difficultés à s'absenter du travail se sont joints au piquetage avec détermination. Des centaines de travailleurs sont sortis de l'hôpital Foothills à l'heure du dîner pour ajouter leurs voix à la défense de leurs droits. La section locale 95 a distribué des pizzas pour s'assurer que personne ne manque le dîner. Les rues avoisinant l'hôpital Foothills ont retenti des slogans des participants contre la loi 9, à la défense des droits des travailleurs et des droits de tous à des soins de santé et aux autres programmes sociaux.

Des lignes de piquetage réussies ont également été organisées le 28 juin à Tofield, le 2 juillet à Lamont et le 9 juillet à l'hôpital Leduc, ainsi que dans de nombreux autres villes et villages.



Piquet devant l'hôpital Le Duc, le 9 juillet 2019

À la ligne de piquetage à l'hôpital Foothills, le président de l'AUPE, Guy Smith, a dit ceci : « Le gouvernement de l'Alberta nous a manqué de respect. Vos droits juridiques vous ont été enlevés par le pouvoir d'un gouvernement qui pense pouvoir utiliser le pouvoir de l'État pour écraser les travailleurs. Nous sommes ici pour leur dire que vous ne pourrez jamais écraser la volonté du peuple, que vous ne pourrez jamais écraser la force des travailleurs qui se tiennent ensemble solidaires. Vous ne pouvez pas utiliser le pouvoir législatif de l'État pour nous soustraire aux ententes des conventions collectives qui ont été négociées de bonne foi et sont juridiquement contraignantes. Voulons-nous d'une Alberta où le gouvernement peut tout simplement déchirer l'entente ? »

La question de Smith a été accueillie par un Non ! retentissant.

« En Alberta, une entente est une entente et face à tout gouvernement qui essaie de nous l'enlever des mains nous devons prendre des mesures et c'est ce que faisons aujourd'hui. Nous ne sommes pas les seuls à tenir des lignes de piquetage. Elles ont lieu partout dans la province. Ce n'est que le début. Quand on se quittera aujourd'hui, retournez à vos places de travail et parlez à vos collègues de travail ; dites-leur que nous devons tous être solidaires contre cette intimidation agressive de la part d'un gouvernement. »

Sandra Azocar, directrice exécutive des Amis de Medicare et ancienne vice-présidente de l'AUPE, a dit : « Si nous sommes ici, c'est parce que nous pensons que vos conditions de travail sont les conditions de la livraison des soins. Si vous ne disposez pas de ressources suffisantes, si vous n'avez

pas le personnel adéquat, si on ne vous donne pas la possibilité de faire le travail que vous faites quotidiennement pour le compte des Albertains, cela ne fonctionnera pas pour chacun d'entre nous. [...] Nous allons être à vos côtés jusqu'à ce qu'on répare le tort causé par la violation de vos droits. Ce gouvernement a la responsabilité de fournir des soins. Je n'ai pas vu autant d'énergie depuis 2012, lorsque les hôpitaux ont été encerclés de travailleurs parce qu'on vous avait dit qu'on peut aisément vous remplacer. Nous leur avons montré à l'époque que ces personnes remplaçables sont capables de fermer des hôpitaux. Le gouvernement doit être averti très clairement qu'il doit procéder à l'arbitrage, négocier à la table et non légiférer. Merci beaucoup d'être un avec les Albertains. Merci beaucoup de votre défense des soins de santé et des services publics et je promets que nous serons avec vous tout au long de cette lutte. »

Karen Craik, secrétaire-trésorière provinciale du Syndicat des infirmières unies de l'Alberta, a déclaré : « Les droits appartiennent à tous les Albertains, pas seulement aux riches entreprises albertaines. Le gouvernement a annoncé qu'il attendrait que le groupe d'experts se réunisse pour déterminer la valeur de nos salaires. Nous fournissons des soins à tous les Albertains. Même les enseignants sont touchés par cette loi. Ce sont tous les travailleurs du secteur public qui sont attaqués et le gouvernement affirme qu'il ne s'agit que d'un léger retard, car il a besoin de connaître l'état de nos finances. Mais il n'a pas arrêté de réduire les impôts des grandes entreprises et n'a pas attendu les résultats du groupe d'experts avant de prendre sa décision. Il accorde donc un allègement fiscal aux entreprises pendant qu'il nous impose des compressions. Les Albertains ne doivent pas accepter cela parce que chaque coupure qui frappe un Albertain dans le secteur public signifie une coupure de service pour l'Albertain ordinaire. Je veux juste dire à Jason Kenney que nous sommes tous des Albertains, que vous ne pouvez pas imposer des compressions dans les services publics parce que ce sont les soins pour tous les Albertains que vous coupez. »



Laurel Jackson, membre de la direction provinciale de l'Association des sciences de la santé de l'Alberta, a félicité l'AUPE pour l'organisation du piquetage et s'est dite renversée par le taux de participation. En parlant des années Klein, elle a déclaré avec une grande conviction : « J'ai vécu les années 90 et je ne le ferai plus. »

Bonnie Gostola, vice-présidente provinciale du secteur de la santé de l'AUPE, a remercié tous les syndicats d'être venus et d'avoir « veillé à ce que nos voix soient entendues et prises en compte. Toutes les voix comptent ici. Nous sommes heureux et fiers de tous nos membres qui sont venus aujourd'hui en appui et en solidarité avec tout ce que nous faisons tous les jours pour les Albertains. Que vous soyez une infirmière, un enseignant, un électricien ou un plombier, lorsque vous fournissez un service à des Albertains, vous comptez. Lorsque nos droits de négociation collective sont menacés, nous sommes tous menacés et les Albertains sont tous menacés. C'est inacceptable. Ils s'attaquent à notre droit fondamental et constitutionnel de négocier de bonne foi, et le moment est venu de riposter et de montrer à ce gouvernement que tout ce que nous faisons, que chaque service public est important pour chaque Albertain. »

David Choy, président de la section locale 95 de l'AUPE, a exprimé ses sincères remerciements à tous

ceux qui sont venu faire du piquetage un réel succès : « Nous avons envoyé un message clair aujourd'hui, nous avons montré que nous prêtons attention, que nous pouvons nous organiser, mais le gouvernement doit respecter sa part de l'entente.

« Nous devons nous demander quelle est la prochaine étape ? Nous devons être prêts à protéger nos droits de négociation collective. Informez tout le monde de ce que vous avez vu ; visitez le site Web de l'AUPE ; utilisez l'une des plateformes de médias sociaux disponibles ; en nous tenant côte à côte, nous les forçons à prendre note, à s'arrêter et à y réfléchir à deux fois. Solidarité tout le monde ! »

Après les discours, la ligne de piquetage s'est prolongée plus d'une heure. Ses rangs ont été grossis par la présence de travailleurs de tous les départements de l'hôpital qui se sont joints aux autres travailleurs de la santé de toute la ville pour exprimer leur Non ! à la loi 9 et à toutes les attaques du gouvernement contre les droits des travailleurs et les conditions sociales du peuple.



Tofield, 28 juin 2019



Vegreville, 27 juin 2019

(Photos : FO, AUPE, R. Domeij)



L'industrie forestière en Colombie-Britannique

Les travailleurs en grève à la défense de leurs droits



Piquetage à Duke Point à Nanaimo sur l'île de Vancouver, le 3 juillet 2019 (USW Local 1-1937)

Les travailleurs forestiers de la côte de la Colombie-Britannique et de l'île de Vancouver ont déclenché la grève le 1er juillet contre Western Forest Products (WFP) et ses sous-traitants. Près de 3 000 travailleurs sont touchés, et près de la moitié d'entre eux travaillent directement pour Western Forest Products et l'autre moitié, pour les sous-traitants. Lors des votes de grève organisés en juin, les membres de la section locale 1-1937 du syndicat des Métallos ont voté à 98,8 % en faveur de la grève pour appuyer leurs revendications pour de meilleurs salaires et conditions de travail et pour rejeter les tentatives des employeurs d'imposer des concessions.

Dans sa mise à jour sur les négociations, la section locale 1-1937 du syndicat des Métallos écrit : « Nous n'avons pas pris cette action à la légère. Elle vise stratégiquement à exercer le maximum de pression sur WFP, afin d'envoyer un message puissant, le plus clair possible, que WFP doit traiter sérieusement des propositions des membres, retirer l'ensemble des concessions qu'il cherche à imposer et annuler toutes les lettres de résiliation touchant les conventions collectives et les pratiques locales. »

Brian Butler, le président de la section locale 1-1937, lors d'une intervention sur une chaîne de télévision de l'île de Vancouver, a dit : « Ils veulent imposer des concessions massives qui attaquent nos régimes de retraite. [...] Ils attaquent nos avantages sociaux, notre sécurité d'emploi et ils ont détruit plusieurs décennies d'ententes locales négociées par nos membres au cours des années, et nous rejetons tout cela. »

Les travailleurs forestiers font face aux mêmes mesures brutales dans d'autres secteurs où les compagnies, plutôt que de négocier le renouvellement des conventions collectives sur la base des normes et des standards établis, s'en prennent à des clauses déjà négociées et les déclarent caduques, tout en exigeant des travailleurs qu'ils acceptent de faire des concessions et renoncent à ce qui a été

négocié dans le passé.

La Fédération du Travail de la Colombie-Britannique (BCFED), dans un communiqué de presse du 10 juillet, a émis « une 'ordonnance' aujourd'hui sur Western Forest Products en guise de solidarité avec les travailleurs forestiers en grève. Par cette mesure, saluée par le syndicat des Métallos (USW), on demande aux membres des syndicats affiliés à la fédération de ne plus manipuler de bois-d'oeuvre, de billes et de produits du bois provenant des installations côtières de WFP. »

Les travailleurs forestiers côtiers défendent leurs droits et leur dignité, eux qui transforment en valeur d'usage les ressources naturelles de la forêt par leur travail. Leur revendication que Western Forest Products négocie et abandonne toute imposition de concessions est juste et mérite l'appui de tous et de toutes.



À nos lecteurs

Forum ouvrier reparaitra à temps pour la fête du Travail, le 2 septembre. D'ici là, nous publierons des nouvelles, des reportages et des commentaires de temps à autre pour traiter de différents développements. Veuillez continuer à envoyer vos rapports et vos photos et à nous faire part de vos préoccupations. Visitez le site Web du PCC(M-L) et les calendriers d'événements pour des annonces importantes. Nous invitons aussi nos lecteurs à appuyer le travail du Centre ouvrier du PCC(M-L) en continuant à abonner les lecteurs et à faire de nouveaux lecteurs et en faisant une contribution financière.

Nous vous souhaitons un été magnifique ! Mettons tout en oeuvre pour appuyer les travailleurs qui luttent pour leurs droits et les droits de tous !

Équipe éditoriale et technique de *Forum ouvrier*



Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca